

Prof. David Harel, président de l'Académie israélienne des sciences et des lettres, « Enlever la façade politique », 9 septembre 2025

Présentation

Les dernières vingt-quatre heures ont apporté un nouvel emballement de violences insupportables. Hier encore, nous évoquions la prolifération d'armes dans l'espace public et aujourd'hui — six personnes tuées dans une attaque près de Ramot. Des dizaines d'autres Palestiniens sont morts sous les frappes aériennes, de faim et dans des incendies touchant des centres de distribution d'aide gérés par le GHF. Le sort des otages reste inconnu. Des centaines de milliers de personnes à Gaza ont reçu des ordres d'évacuation et entament l'ardue procédure du déplacement — pour la énième fois. Il y a deux semaines, Nawa Al-Masri témoignait ici avoir été contrainte de déménager à plusieurs reprises avec une fille nouveau-née. L'un des navires de la flottille à destination de Gaza a été attaqué à Tunis par un engin pyrotechnique. Pendant ce temps, en Cisjordanie, pogroms et épuration ethnique se poursuivent sans relâche. L'aide semble introuvable ; il n'y a que déliquescence et ruine morale. Quelle est notre place face à cela ? Quelle responsabilité incombe à l'académie israélienne au cœur d'une telle destruction ? Que pouvons-nous — ou devons-nous — faire ?

Pour explorer ces questions, nous recevons aujourd'hui l'une des voix les plus éminentes et autoritaires de notre académie : le professeur David Harel, chercheur en informatique et président de l'Académie israélienne des sciences et des lettres. Merci, David, d'être avec nous. Rappel : le professeur Harel parlera huit minutes, suivies d'une brève discussion.

Intervention

Merci, Ayelet, bonjour à toutes et à tous. Ayelet a parlé vite ; je parlerai encore plus vite, car huit minutes, c'est court. Juste quelques constats élémentaires, que l'on n'a presque pas besoin d'énoncer mais qui posent le contexte. Ce qui se déroule à Gaza est inacceptable, insoutenable et effroyable. Il en va de même en Cisjordanie ces dernières semaines, et il se peut que bientôt nous affrontions une nouvelle guerre avec l'Iran. Je suis assis ici, dans mon bureau à l'Institut Weizmann. Derrière moi, une fenêtre est clouée avec du contreplaqué, une autre est restée ouverte. Il n'y a plus de plafond. Notre bâtiment n'a pas été directement touché par un missile iranien, mais le bâtiment voisin, à vingt-trente mètres, l'a été. Structurellement, notre immeuble tient, mais presque tous les bureaux ont été détruits. Et cela n'est rien comparé à ce qui pourrait advenir si Israël lançait de nouvelles attaques. Tout cela s'ajoute à un coup d'État gouvernemental et à la prise en main hostile des institutions culturelles et universitaires orchestrée par le ministre de l'Éducation, Yoav Kish. À mon sens, ce gouvernement n'utilise pas seulement de son pouvoir pour éroder l'État que nous chérissons — il accélère le processus jour après jour. Les coups portés aux citoyennes et citoyens se multiplient et s'intensifient. Je crains ce qui arrivera si David Zini est nommé à la tête du Service de sécurité intérieure d'Israël (Shin Bet).

Il y a quelques semaines, j'ai pris la parole lors de deux manifestations pour parler de ce que j'appelle « Les Silencieux », ou bien « Les Silencieux SARL » — des notables influents qui restent silencieux. Ils peuvent dire quelque chose ici ou là, mais ils ne s'expriment pas comme il le faudrait, pas à la hauteur de la responsabilité publique et de l'influence qui sont les leurs : dire que ce gouvernement est responsable de ce qui se passe. On nous entraîne vers des lieux d'où il se peut que nous ne revenions pas, et le gouvernement doit en rendre compte et laisser la place à un meilleur gouvernement. Par « Les Silencieux SARL », je ne désigne pas seulement d'anciens titulaires de fonctions — ex-chefs du Mossad, anciens directeurs du Shin Bet, anciens chefs

d'état-major, anciens présidents d'université, anciens présidents de l'Académie israélienne, commissaires de police — mais aussi des responsables en exercice. Voici l'essence même de la fonction d'homme d'État : la responsabilité publique, ce que l'on attend de moi en tant que figure publique. Car, en tant que figure publique, j'occupe une fonction d'État. Mon rôle de président de l'Académie est véritablement indépendant : les membres élisent le président ; la nomination officielle émane du président de l'État.

À ma grande douleur, le président Herzog fait aujourd'hui partie de « Les Silencieux SARL » Je me suis abstenu de critiquer ces dernières années, en partie parce qu'il a signé ma nomination. Il n'est pas directement responsable de la guerre, mais il ne peut rester muet. Il doit parler clairement de l'état des choses. Il m'arrive d'écrire des discours pour des manifestations et de me demander : pourquoi suis-je celui qui les prononce ? Pourquoi pas lui, ou quelqu'un à sa mesure ?

Lorsque j'ai été élu il y a quatre ans, soit presque un an après les élections générales en Israël, ma nomination avait rencontré une forte opposition. Des articles m'ont attaqué dans le journal *Israel Hayom*, des discours à la Knesset ont tenté d'empêcher le président Rivlin, puis Herzog, de signer ma nomination. On m'a traité de « putride gauchiste ». J'ai dit aux membres de l'Académie à l'époque que je m'abstiendrais d'activisme — pas de pétitions, pas de chroniques d'opinion — mais c'était avant le retour de Netanyahu au pouvoir. Avec le temps, toutes les strates de mon personnage apolitique s'étaient érodées. Aujourd'hui, il n'en reste rien. Je ne prétends pas être sans peur ; bien sûr, j'ai peur. La police pourrait m'appeler demain, me monter un dossier sur quelque chose que je n'ai jamais fait. Mais je ne me retiens plus. Je m'exprime, j'écris, je donne des conférences librement, comme doivent le faire les responsables publics. Je n'ai pas de critique personnelle à formuler — des présidents d'université comme Ariel Porat, président de l'université de Tel-Aviv, font un excellent travail, d'autres moins bien. Ils affrontent d'énormes défis : syndicats, donateurs, associations étudiantes, pressions administratives. Ma préoccupation est plus large : quiconque occupe une fonction publique et peut parler ne doit pas rester silencieux. Le silence nous conduit tous à la perdition.

Un collègue qui s'est rendu à l'université de Heidelberg a pu consulter des procès-verbaux d'archives où trois ou quatre professeurs s'étaient opposés aux premières actions des nazis. Aujourd'hui, c'est une source de fierté pour l'université. J'espère que tout dirigeant, maintenant et à l'avenir, pourra montrer à ses descendants qu'il s'est opposé à l'injustice — certains plus vigoureusement, d'autres moins, mais qu'ils se sont opposés. C'est le standard de responsabilité que je défends.

Enfin, quand je communique à l'étranger, je ne peux pas défendre Israël comme le feraient des ambassadeurs ou des ministres des Affaires étrangères. Pourtant, je représente une institution israélienne, et la méthode la plus efficace que j'ai trouvée — et que je recommande — consiste à distinguer soigneusement trois types de réactions à l'étranger : l'antisémitisme (« que les Juifs disparaissent »), l'anti-israélisme ou l'anti-sionisme (« que l'État d'Israël disparaisse ») et l'opposition aux actions du gouvernement actuel à Gaza et dans les territoires (« que ce gouvernement disparaisse »). Je combats les deux premières jusqu'à la dernière goutte de mon sang, mais j'accepte la critique de la troisième. Cette distinction est claire, de principe et nécessaire. Elle permet de se positionner comme opposant au gouvernement. Et je tiens là une ligne très déterminée.